

Centre de secours Differdange-Belvaux

Les discussions actuelles sur la collaboration entre les centres d'intervention de Differdange et Belvaux doivent être situées dans un cadre plus général sur l'avenir et l'évolution des services de secours à moyen et à long terme au niveau national.

L'Administration des services de secours est convaincue que, dans ce contexte, la mise en commun des forces des différentes structures existantes permettra de faire face aux défis du futur et ceci dans l'objectif d'un service de qualité à la population. De nombreuses communes et structures des services de secours ont d'ailleurs œuvré dans cette direction au courant des années passées.

Depuis plusieurs années, les bénévoles des centres de secours de la Protection civile et des corps de sapeurs-pompiers rencontrent des difficultés dans l'accomplissement de leurs missions et ceci est notamment dû à l'indisponibilité des membres bénévoles à assurer l'ensemble des heures de permanence lors des heures de bureau.

Les difficultés rencontrées au sein des services de secours sont étroitement liées à des facteurs sociaux et socio-économiques qui jouent un rôle prépondérant dans le développement du bénévolat. Les services de secours ne sauraient changer certains de ces facteurs externes, mais doivent en tenir compte et s'adapter continuellement à de nouvelles exigences.

La situation ne cesse de s'aggraver et, corollairement, le risque de ne pas pouvoir prêter secours aux personnes en détresse endéans des délais appropriés augmente. Jusqu'à présent, ces situations ont toujours pu être compensées par l'intervention de corps ou de centres de secours avoisinants. La surcharge de travail qui en résulte pour les volontaires des structures avoisinantes qui devront dépanner ces situations est considérable et démoralisante pour les volontaires touchés. Rappelons dans ce contexte également l'évolution de la population résidente ainsi que de la population active dans la région concernée autour de Belvaux et Differdange dans les années à venir.

La mise en commun de structures existantes soulève néanmoins de nombreuses questions auxquelles seul un dialogue constructif entre toutes les parties impliquées permet de répondre.

Tous les efforts à investir pour mener à terme avec succès la mise en commun des structures existantes devront se faire dans l'intérêt général et en tenant compte dans la mesure du possible des spécificités et souhaits de chacun des partenaires. Ils bénéficieront à toute la population qui pourra ainsi continuer à se sentir protégée et certaine de ce que le jour où elle aura besoin d'aide, celle-ci sera disponible en quantité et qualité nécessaires.